

Les questions-clés pour les reformes de la concurrence au Mali

Questions-clés	Rang	Strategies
TOP PRIORITIES		
La loi n'est pas adaptée aux réalités socio-économiques du pays. Son application pose problèmes.	1	Relecture de la loi (en associant toutes les parties prenantes) : 1. consultations publiques et 2. lobbying
Les répondants parmi les autorités régulateurs et des institutions gouvernementales ont démontré qu'en dépit de l'existence de la DNCC, du CRT et de la CSE, 53% d'entre eux ne sont pas au courant de la loi.	2	IEC (Information Education communication) : 1 Publication des articles ; 2. atelier/séminaire de sensibilisation 3. débats Télé/radio
Les prix des produits de base sont souvent	3	Sensibilisation des

Questions-clés	Rang	Strategies
<p>élevés, conséquence du manque de concurrence et des comportements anticoncurrentiels. La marge de manœuvre de l'autorité nationale de la concurrence est très limitée.</p>		<p>consommateurs et des décideurs en vue de l'élaboration d'une politique nationale de protection des consommateurs. Renforcer le conseil national des prix</p>
<p>Il y a insuffisance de soutien politique à l'autorité de la concurrence, la pression exercée par le commerce peut entraîner des jugements négatifs.</p>	4	<p>Constitution de groupes de pression actifs de lobbying (députés, collectivités locales, barreau, journalistes).</p>
<p>Le renforcement et la pérennisation du</p>	5	<p>Restructuration du GNR.</p>

Questions-clés	Rang	Strategies
Groupe National de Référence (GNR) afin qu'il soit capable d'influencer les politiques du Mali en matière de concurrence.		Tenue régulière des réunions du GNR.
<u>PRIORITIES</u>		
La loi régionale de la concurrence de l'UEMOA et la loi de la concurrence nationale sont cohérentes mais il y n'a pas assez de marge de manœuvre pour la loi nationale. Les efforts déployés pour mieux gérer la situation sont peu satisfaisants.		
Non existence d'une autorité nationale de la concurrence indépendante du Ministère du Commerce		

Questions-clés	Rang	Strategies
Il n'existe aucun mécanisme formel de coopération entre les régulateurs sectoriels et l'autorité de la concurrence.		
Le manque de conscience a aussi été relevé chez les politiciens		
La plupart des détaillants ne connaissent pas les lois, car ils sont généralement analphabètes		
Conditions d'octroi des exonérations/subventions, faussent souvent les règles du jeu de la concurrence		
La prévalence de la corruption entraîne des dysfonctionnement du marché		
NON-PRIORITIES		
Les prix pratiqués par les entreprises en		

Questions-clés	Rang	Strategies
<p>situation de monopole sont déterminés dans le cadre d'homologation ou de convention particulière</p> <p>Les quantités à produire et les prix pratiqués peuvent être aussi déterminés sous la surveillance de régulateur sectoriel</p> <p>Il y a souvent des pratiques qui freinent la concurrence dans le pays (contre-façon, la corruption, et des pratiques frauduleuses).</p>		
<p>Peu de cas référés à la Commission, les amendes ont été insignifiantes pour décourager les pratiques anti-concurrentielles</p>		